


FAA'A - Groupement aéronautique militaire  
Construction des infrastructures nécessaires à l'accueil des Falcon 2000 LXS  
du programme AVSIMAR

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**  
**LOT 6 – DESAMIANPAGE / DEPLOMBAGE**



**2025-01-27 \_ Ind C**

Maître de l'ouvrage	ÉTAT - MINISTÈRES DES ARMÉES		
Identité de l'acheteur	Directeur de l'infrastructure de la Défense de Papeete		
Conducteur d'opération	Division Projet - Section conduite d'opérations de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Papeete		
Identité du maître d'œuvre	Island Studio Architecture (mandataire) Island Studio Ingénierie Polynésie Spibat Foxit (sous-traitant) H2O Ingénierie BVA (sous-traitant) CAPSE PTPU (sous-traitant)		
Objet du document	Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot 6 – Désamiantage / déplombage		
Indice du document	C		
Codification du document	Voir CCAP		

## Table des matières

<b>I. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
I.1. Programme général des travaux.....	3
I.2. Phasage .....	4
I.3. Consistance des travaux.....	5
I.4. Contenu des prix et quantitatifs .....	5
I.5. Connaissance des lieux .....	5
I.6. Contrainte du site .....	5
I.7. Visite de site.....	6
<b>II. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....</b>	<b>8</b>
II.1. Rapport amiante .....	8
II.1.1. Phase 1 des travaux .....	8
II.1.2. Phase 2 des travaux .....	9
II.2. Rapport plomb .....	10
II.3. Textes, normes et réglementations .....	11
II.4. Plan de retrait démolition ou d'encapsulage (PRDE) et rapport de fin de travaux (RFT) .....	12
II.5. Traitement des déchets .....	13
II.6. Equipements de protections individuels.....	14
II.7. Equipements de protections collectives .....	14
II.8. Etudes d'exécution.....	15
II.9. Dossier d'ouvrage exécutés .....	15
<b>III. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMIANPAGE.....</b>	<b>16</b>
III.1. Dépose du ragréage .....	16
III.2. Dépose de l'enduit intérieur .....	17
III.3. Dépose de dalle de sol .....	18
III.4. Dépose de l'enduits extérieurs .....	19
<b>IV. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE .....</b>	<b>20</b>
IV.1. Dépose de peinture extérieure.....	20
IV.2. Dépose de peinture de sol .....	21
<b>V. ANNEXE 1 – RAPPORT AMIANTE ET PLOMB .....</b>	<b>22</b>

# I. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES

Le présent document a pour objet de définir les travaux du lot 6 – Désamiantage / déplombage.

Les travaux couverts par cette partie du descriptif comprennent la fourniture de toutes installations, main-d'œuvre, équipement, outillage, études complémentaires, matériaux et matériels nécessaires pour effectuer tous les travaux décrits dans le présent chapitre ainsi que les plans applicables et assujettis aux termes et conditions du contrat.

Tous les travaux faisant l'objet du présent lot, même non spécialement décrits, devront être :

- prévus par l'entrepreneur
- exécutés conformément aux règles de l'art
- chiffrés dans la proposition forfaitaire suivant article du CCAP tranches et lots.

## Prise de connaissance du projet

L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, les cas échéants, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraires aux règles à respecter.

Il devra faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire.

En outre, il devra prendre en compte les informations complémentaires figurant sur les plans de l'architecte, et en cas d'incohérence en avertir la maîtrise d'œuvre avant la réalisation de tous travaux.

Les renseignements portés sur les plans sont essentiellement indicatifs.

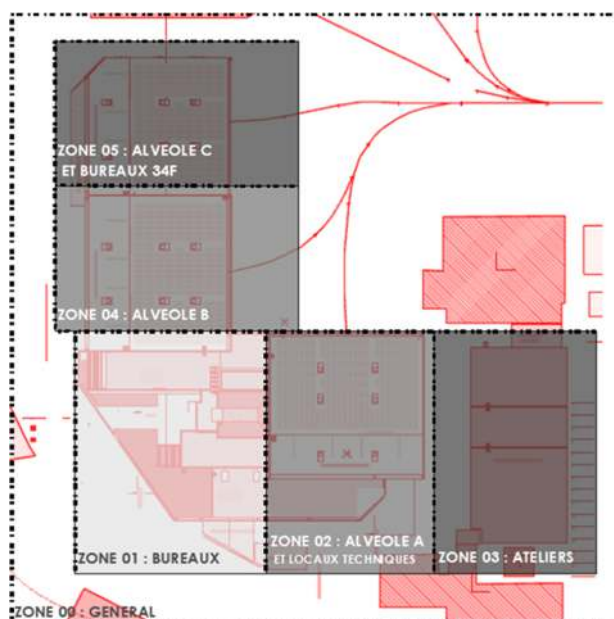
Il est entendu que l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer de ces omissions ou erreurs aux plans et aux descriptifs pour se dispenser d'exécuter intégralement les installations demandées répondant aux besoins exprimés et aux normes en vigueur.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes in situ avant toute exécution. Toutes les cotes mentionnées dans le CCTP sont données à titre indicatif.

## I.1. Programme général des travaux

Les travaux ont lieu sur le site du GAM de Faa'a sur l'île de Tahiti.

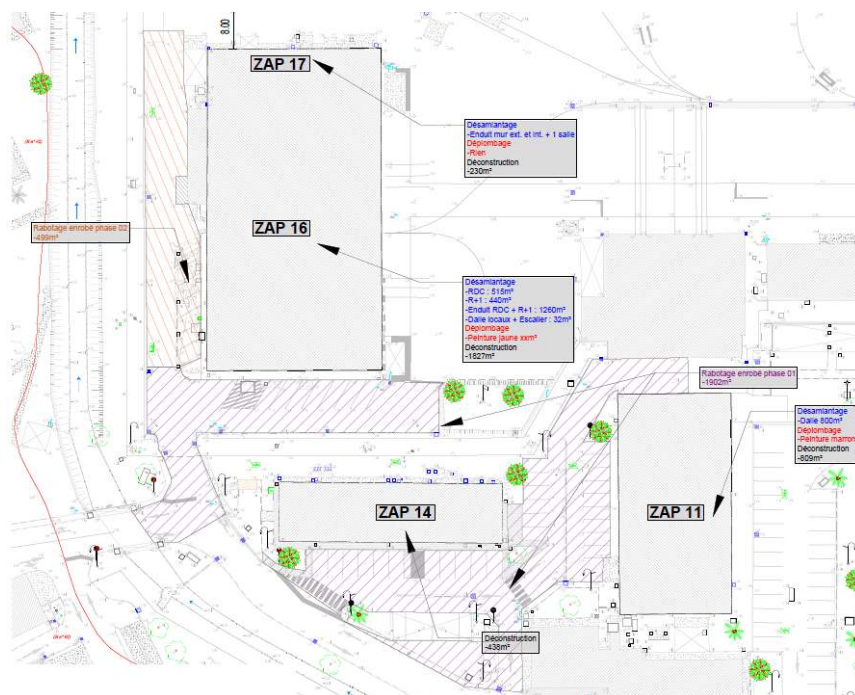
Le programme général des travaux comprend la construction d'un bâtiment de bureaux et de trois alvéoles de maintenances d'avions et d'un atelier. Ce projet s'inscrit dans un programme général de réfection de l'aéroport.



Ce projet s'inscrit dans un programme général de réfection de l'aéroport militaire.



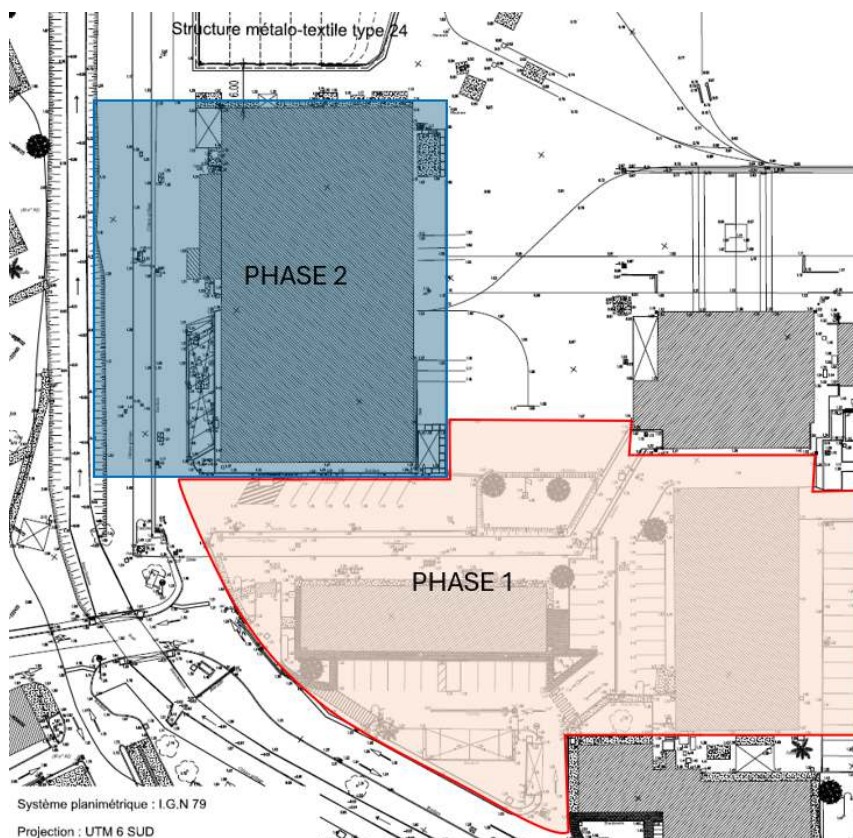
Le terrain d'implantation du projet nécessite la démolition des infrastructures en place, notamment la démolition des bâtiments existants ZAP11, ZAP14, ZAP16 et ZAP17.



## I.2. Phasage

Les travaux seront réalisés en deux phases (plan de phasage ci-dessous). Durant la phase 1, les bâtiments existants de la phase 2 doivent rester opérationnels.

Les travaux du présent lot seront donc phasés en deux interventions. A ce titre le repli et l'avènement du matériel devront être pris en compte dans la proposition financière de l'entreprise.



### I.3. Consistance des travaux

Les travaux à la charge du présent lot sont pour :

- La phase 1 : travaux de désamiantage et de déplombage des bâtiments ZAP11 et ZAP14 ;
- La phase 2 : travaux de désamiantage et de déplombage des bâtiments ZAP16 et ZAP17.

Les travaux de démolition sont prévus au lot 7 DEMOLITION du présent marché de travaux.

### I.4. Contenu des prix et quantitatifs

Tous les travaux définis dans le C.C.T.P. ou portés sur les plans seront réputés livrés complètement achevés, selon les Normes et Règlements en vigueur, en parfait état de fonctionnement et raccordés par l'Entreprise à toutes leurs extrémités.

Aucune sujétion normalement prévisible au moment de la remise des prix ne saurait déroger au caractère invariable du forfait.

L'Entreprise doit donc réaliser avant remise de son offre toutes les démarches qu'elle juge nécessaires pour avoir une parfaite connaissance du projet (reconnaissance du terrain, contacts avec les administrations et les services concessionnaires, etc...).

### I.5. Connaissance des lieux

La Maîtrise d'ouvrage ne possède pas de plans DOE des bâtiments existants.

**De ce fait, l'entreprise aura à sa charge la réalisation de toutes les reconnaissances préalables nécessaires pour l'étude et le bon déroulement des travaux. Elle vérifiera notamment, sous son initiative et sa responsabilité, les éléments suivants auprès du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Oeuvre :**

- Conditions de stockage et d'évacuation des gravats : Voies d'accès pour le transport des déchets, circuits de tri et de valorisation des matériaux issus de la démolition, zones de stockage sécurisée ;
- Typologie de la structure, matériaux constitutifs, état de dégradation ;
- Reconnaissance de la nature et du sens de portée des planchers et notamment le plancher haut VS sous la partie cuisine (chambre froide) et le plancher haut du RDC ;
- Reconnaissance des réseaux (courants forts et faibles, DIRISI, télécommunication, gaz, EU, EP, et drain) notamment dans le bâtiment ZAP 14, pour lesquels elle devra, auprès du Maître d'ouvrage prendre connaissance de leur présence dans la limite de la zone affectée aux travaux ;

L'entreprise reconnaît, par le fait de sa soumission, avoir pris toutes les mesures nécessaires à la bonne connaissance de la nature, ainsi que de l'emplacement des travaux. Sa connaissance inclura les servitudes de lieux, la configuration du terrain et sa composition ainsi que l'appréciation des travaux envisagés.

Elle devra se rendre compte par elle-même des conditions particulières d'intervention liés aux :

- **Environnement immédiat** : Proximité d'autres bâtiments, voirie, réseaux aériens ou souterrains, accessibilité du site pour le matériel et les engins ;
- **Contraintes d'exploitation** : Présence d'activités en cours à proximité, nécessité de mesures de protection spécifiques, gestion des nuisances (poussières, bruit, vibrations) ;
- **Travaux connexes** pouvant être concomitants comme ceux des lots du présent marché liés aux prestations de dévoiement des réseaux, libération des emprises, terrassement ou démolition des bâtiments et ouvrages divers présents sur les emprises extérieures de la zone affectée aux travaux.

L'Entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions et difficultés de travail et ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou d'omission pour demander une quelconque indemnité.

### I.6. Contrainte du site

De manière générale, les contraintes d'accès au site sont décrites dans le CCAP. A ce titre, l'accès au chantier est tributaire des dispositions de contrôles et d'accès réglementé sur terrain militaire. A ce titre, avant

le démarrage des travaux, chaque personnel des entreprises en charge des travaux devra faire l'objet d'un contrôle élémentaire préalable. Tout personnel ayant eu un avis avec objection sera interdit d'accès au site.

Les travaux sur le site du GAM Faa'a sont soumis à l'approbation du chargé de prévention pour les installations de chantier et la sécurité générale sur site.

En cas d'incendie important ou pas, les entreprises alerteront les pompiers du GAM Faa'a / Aéroport de Tahiti / Commune de Faa'a. La procédure sera inscrite dans le plan de prévention et dans chaque PPSPS. La procédure sera affichée dans le bureau de chantier ainsi que dans la zone vie des ouvriers.

## I.7. Visite de site

Avant la remise de sa proposition, l'entrepreneur a l'obligation de procéder à une visite du site afin d'apprécier sous sa responsabilité les difficultés de nature, volume, dimension et moyen lui permettant d'établir le prix forfaitaire.

Au cours de cette visite, il prendra en compte notamment :

- Les contraintes du site (accès, circulations, bâtiments voisins, ...) ;
- Les possibilités de modes opératoires de démolition ;
- Les contraintes de tri, de stockage ou de réemploi des déchets sur site ;
- Les possibilités d'installation de protection.

Une attestation de visite de site sera à annexer à la remise de l'offre de l'entreprise (cf règlement de consultation).

**L'entrepreneur sera tenu de fournir à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements relatifs aux modes opératoires de démolition et la gestion des déchets envisagée.**

## I.8. Coordination sécurité et protection de la santé CSPS

Les travaux en termes de Coordination sécurité et protection de la santé seront suivi par un CSPS de niveau 1, ce qui implique :

- La rédaction d'un PPSPS par le titulaire : L'entreprise devra établir dans le respect du PGC , et soumettre au CSPS un PPSPS détaillé, précisant les mesures de prévention des risques liés aux travaux, avant toute intervention sur site. La validation du PPSPS par le CSPS conditionnera le démarrage du chantier ;
- La participation du titulaire au CISSCT : L'entreprise devra être représentée aux réunions du **CISSCT**, organisées tout au long du chantier, afin d'assurer une coordination optimale entre les différents intervenants et de suivre l'évolution des mesures de prévention ;
- La prise en compte et la mise en application immédiates des remarques du CSPS : l'entreprise devra prendre en compte **sans délai** les recommandations et consignes émises par le CSPS, notamment en cas de modification des conditions de sécurité sur site. Toute non-conformité relevée devra être corrigée immédiatement, faute de quoi le chantier pourra être arrêté ;
- La Mise en œuvre des mesures de prévention spécifiques : l'entreprise devra assurer la protection de ses propres travailleurs ainsi que celle des autres intervenants, en mettant en place les mesures adaptées (protections collectives, balisage, phasage des travaux, suivi des accès, port des EPI obligatoires, etc.) ;
- Gestion des coactivités et du suivi sécurité : l'entreprise devra adapter son organisation en fonction des interactions avec les autres corps de métier présents sur le chantier et tenir à jour les documents de suivi relatifs à la sécurité.

Toute défaillance dans l'application des règles de sécurité pourra entraîner l'arrêt immédiat des travaux, sans compensation pour l'entreprise.

## II. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

### II.1. Rapport amiante

Plusieurs rapports ont été réalisés par SOCOTEC pour le repérage de l'amiante avant travaux en application de l'arrêté du 02 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition :

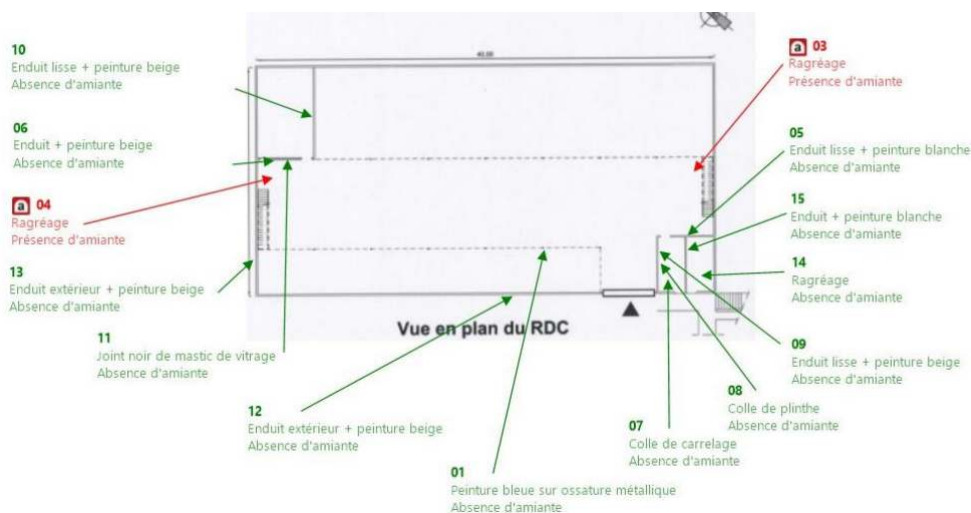
- Rapport d'octobre 2022 – référence du rapport JT200/22/2776 - pour le bâtiment ZAP11 ;
- Rapport d'octobre 2021 - référence du rapport : JT200/21/2782 - pour le bâtiment ZAP14 ;
- Rapport de septembre 2021 - référence du rapport : JT200213112 - pour le bâtiment ZAP16 ;
- Rapport de novembre 2021 - référence du rapport : JT200/21/2808 - pour le bâtiment ZAP17 ;
- Rapport de septembre 2021 – référence du rapport : JT200213114 - pour les chaussées autour du bâtiment ZAP16 et ZAP17.

Ces rapports sont annexés au présent C.C.T.P.

#### II.1.1. Phase 1 des travaux

##### Bâtiment ZAP11 :

Le rapport d'octobre 2022 met en avant la présence d'amiante dans la colle bitumineuse noire et le ragréage sur toute la surface du RDC du bâtiment. Les deux éléments, colle et ragréage, sont indissociables l'un de l'autre. L'épaisseur de la dalle est de 10cm. L'épaisseur de la chape amiantée est d'environ 4.5cm.



Chape grave béton épaisseur 4 à 5cm

Dallage épaisseur 10cm



##### Bâtiment ZAP14 :

Le rapport d'octobre 2021 fait état d'aucun matériau amianté.



### II.1.2. Phase 2 des travaux

#### Bâtiment ZAP 16 :

Le rapport de septembre 2021 indique la présence d'amiante pour le RDC, le R+1 ainsi que les extérieurs des bâtiments.

- Au RDC, les matériaux amiantés sont :
  - Des dalles de sol 30\*30 gris + colle,
  - Des enduits à base de plâtre lissé + peinture.
- Au R+1, les matériaux amiantés sont :
  - Des enduits à base de plâtre lissé ou taloché,
  - Sous-couche de tissu mural, de moquette murale ou de vinyle.

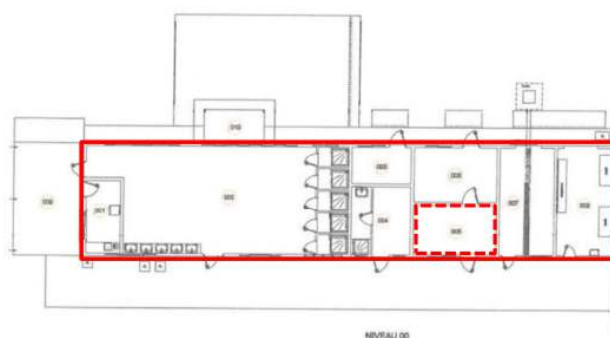
Les façades intérieures et extérieures sont recouvertes d'un enduit amianté. Plan extrait ci-dessous du rapport SOCOTEC.



#### Bâtiment ZAP17 :

Le rapport de novembre 2021 indique la présence d'amiante :

- Sur de la peinture bleu /enduit intérieur du bâtiment,
- Sur de la peinture bleue et sur l'enduit extérieur du bâtiment.



## II.2. Rapport plomb

Plusieurs rapports ont été réalisés par SOCOTEC concernant le repérage avant travaux de plomb selon la norme NF X49-035 de juin 2021, relatif au repérage plomb avant travaux, rénovation ou démolition :

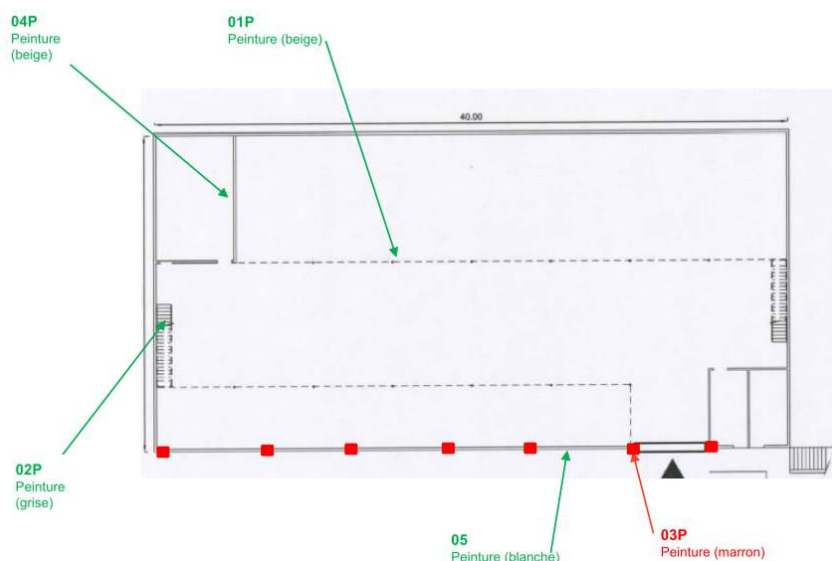
- Novembre 2022 – Référence du rapport : JT200222905 pour le bâtiment ZAP11 ;
- Novembre 2021 – référence du rapport : JT200/21/2801 pour le bâtiment ZAP14 ;
- Septembre 2021 – référence du rapport : JT200213116 pour le bâtiment ZAP16 ;
- Novembre 2021 – référence du rapport : JT200/21/2809 pour le bâtiment ET17.

**Le rapport des bâtiment ZAP14 et ZAP17 font un état de néant sur la présence de plomb.**

Ces rapports sont annexés au présent C.C.T.P.

### Bâtiment ZAP 11 :

Le rapport de novembre 2022 démontre la présence de plomb dans la peinture localisée sur les poteaux extérieurs du bâtiment ZAP11.



### Bâtiment ZAP 16 :

Le rapport de septembre 2021 démontre la présence de plomb au RDC du hangar dans la peinture au sol (jaune).



### II.3. Textes, normes et réglementations

Les travaux décrits ci-après devront être réalisés par une entreprise détenant une qualification pour la dépose de l'amiante et du plomb obtenue par agrément par la direction du travail et QUALIBAT ou AFNOR Certification ou GLOBAL Certification.

Les travaux de dépollution, travaux de retrait amiante et plomb, des bâtiments se feront dans le respect du code de l'environnement, du code du travail, et du code de la santé publique. Seules les entreprises certifiées par un organisme accrédité par le COFRAC dans le cadre d'une sous-section 3, et agréées par le pays, pourront réaliser ces travaux.

Les travaux seront réalisés conformément aux textes et normes en vigueur et notamment :

- Article A. 4414 du code du travail de la Polynésie française ;
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 ;
- Décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié sur le risque sanitaire lié à l'amiante ;
- Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre le risque lié à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques à respecter pour le confinement et le retrait d'amiante ;
- Décret n°88-466 du 28 avril 1998 modifié sur les produits contenant de l'amiante ;
- Arrêté du 14 mai 1997 et arrêté du 26 décembre 1997 relatifs aux qualifications des entreprises effectuant des travaux de retrait d'amiante.

Pour le plomb :

- L'arrêté du 12 mai 2009 relatif aux modalités d'application des dispositions législatives concernant le plomb dans les peintures (article L. 1334-2 du Code de la santé publique) ;
- Titre IV du code du travail en Polynésie.

Les documents de référence ne sont pas transmis à l'entreprise. Cette liste n'est pas exhaustive. L'entrepreneur devra se conformer aux normes obligatoires en vigueur sur le territoire.

Les travaux décrits ci-après devront être réalisés par une entreprise qui a obtenu un certificat de qualification pour le traitement de l'amiante friable et non friable dont les coordonnées seront indiquées dans le PRE.

## II.4. Plan de retrait démolition ou d'encapsulage (PRDE) et rapport de fin de travaux (RFT)

### Plan de retrait démolition ou d'encapsulage :

Pour donner suite à son évaluation des risques, fondée sur les éléments fournis par la Maîtrise d'ouvrage et ses propres constatations, l'entreprise qui effectue les travaux aura à sa charge la rédaction d'un PRDE et sa diffusion au moins 1 mois à l'avance aux organismes d'état intéressés.

Dans ce plan de retrait ou d'encapsulage, l'entreprise devra décrire avec précision, l'ensemble des mesures qu'elle a arrêté pour la dépose des éléments amiantés ou plombés afin :

- De supprimer ou réduire, au niveau le plus bas possible, l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux ;
- D'éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux ;
- D'assurer, pour l'ensemble des risques, les protections collectives et individuelles des travailleurs intervenants ;
- De garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux.

En particulier, le PRDE précisera :

- La localisation de la zone à traiter ;
- Les quantités d'amiante manipulées ;
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- La date de commencement et la durée probable des travaux ;
- Le nombre de travailleurs impliqués ;
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- Les durées et temps de travail déterminés en application de l'article A. 4414-7 ;
- Les dossiers techniques prévus à l'article A.4414-18-1 ;
- Les notices de poste prévues à l'article A.4414-5 ;
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- Dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R. 4412-135.

De plus l'entrepreneur indiquera :

- Adresse de l'opération,
- Adresse des intervenants (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, ...),
  - Raison sociale de l'entreprise,
  - Les qualifications de l'entreprise concernant les travaux de désamiantage,
  - Nom du responsable des travaux,
- La durée et le déroulement des travaux relatifs au désamiantage,
- Le type de conditionnement des déchets,
- L'évacuation et le traitement des déchets,
- Les renseignements sur l'organisation des mesures de secours sur le chantier.

**Liste de diffusion PRDE :**

- Médecine du travail,
- Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail,
- Caisse de Prévoyance Sociale,
- Inspection du travail,
- Maître d'ouvrage,
- Maître d'œuvre.

**Nota :** Pour les opérations supérieures à cinq jours l'employeur transmet préalablement à l'inspecteur du travail et au service de prévention de la caisse de prévoyance sociale les informations relatives au lieu de l'intervention et à la localisation de la zone à traiter ainsi que sa description et son environnement de travail du lieu de l'intervention.

**Rapport de Fin de Travaux :**

En fin de chantier, le titulaire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son Rapport de Fin de Travaux RFT au format papier en 3 exemplaires ainsi qu'une clé USB. Le dossier comprendra l'ensemble des analyses, les BSDA et BSDPb.

**II.5. Traitement des déchets**

Gestion, évacuation, transport et traitement des déchets MPCA et MPCP en centre d'enfouissement technique (CET) en Nouvelle Zélande.

**Amiante**

Conformément aux arrêtés du 17 octobre 1977 et du 04 Janvier 1985, ainsi qu'au décret du 28.08.1988, les déchets générés par le chantier concernent :

- Le matériel de protection des salariés (tenues, cartouches des masques respiratoires) ;
- Les boues et cartouches liées à la filtration des eaux de lavage ;
- Les filtres placés sur les extracteurs d'air ;
- La totalité des films utilisés pour la réalisation des confinements.

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués au titre du présent marché au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Tous les matériaux amiantés, ainsi que tous les éléments ayant été en contact avec l'amiante et potentiellement porteurs de fibres devront règlementairement être évacués vers les filières appropriées. Ainsi, le volume de terre en contact avec les matériaux amiantés, tous les déchets, et tous autres éléments pollués seront traités comme des déchets amiantés.

Le titulaire sera tenu, avant le début des travaux, de produire un certificat d'acceptation préalable des déchets conformément au Décret n°97-517 du 15 Mai 1997.

Ils seront efficacement confinés dans des contenants étanches, de type GRV (big bag) ou polyanes sous vide, et porteront l'étiquetage obligatoire mentionnant notamment la présence d'amiante, le type de fibre d'amiante et le type de matériau.

Les déchets confinés seront stockés provisoirement sur le site de retrait dans un local clairement défini et dont l'accès sera réglementé. Celui-ci sera accessible uniquement aux personnels de l'entreprise responsable du retrait, et fermé à clé. La signalétique spécifique sera mise en place.

Les zones de stockage des MCA et MCP seront obligatoirement séparées.

L'entreprise responsable de la dépollution prendra contact avec un transporteur certifié pour assurer l'évacuation des déchets autant de fois que possible afin d'éviter un stockage trop important sur site.



Le local et la zone de déchets ne seront pas considérés comme ICPE pour la durée du chantier quelle que soit sa superficie.

Avant d'être conditionnés dans leur container, ils seront pesés. Les résultats seront enregistrés et consignés dans le classeur chantier.

**IMPORTANT :** Les modalités de conditionnement peuvent évoluer en fonction des demandes du centre de traitement en Nouvelle Zélande. L'entreprise responsable de la dépollution devra prendre en compte l'ensemble des mesures prescrites par la Nouvelle Zélande sous peine de rejet de ses déchets. Les frais engendrés seront à sa charge.

Le maître d'ouvrage devra être informé des séances de pesage, car il se réserve la possibilité d'y assister ou de se faire représenter.

Tous les déchets seront suivis par un Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) Plombés BSDPb. Il sera de la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage de s'assurer de l'acheminement jusqu'aux filières d'évacuation des déchets agréées par le territoire, par contrôle du traitement de tous les BSDA/Pb.

En ce sens, le titulaire remettra les bordereaux avec toutes les signatures au maître d'ouvrage dès réception. L'entreprise doit transmettre les BSDA dès réception au maître d'ouvrage.

## Plomb

S'il est utilisé des sponges, les sponges polluées seront conditionnées dans un double sac fermé et étiqueté conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets doivent être conditionnés sur des palettes de 1 m<sup>2</sup> et d'un volume de 1m<sup>3</sup> environ, emballage stable et hermétique. Des renforts pourront être mis en place pour permettre l'empilement des palettes et permettre leur transport en containers vers la Nouvelle Zélande.

## II.6. Equipements de protections individuels

L'employeur est tenu de mettre à la disposition des travailleurs les équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et de veiller à ce qu'ils soient effectivement utilisés. Le personnel sera équipé de vêtements jetables dont des combinaisons à usage unique de type 5, d'un casque à ventilation assistée (TM3P) ou d'un masque complet à vision panoramique équipé d'un filtre P3 (TM3P). Les fermetures et liaisons entre les équipements sera assurée par de l'adhésif.

## II.7. Equipements de protections collectives

L'employeur met en place des moyens de protection collective (MPC) adaptés à la nature des opérations à réaliser. Les installations et les appareils de protection collective sont périodiquement vérifiés et maintenus en parfait état de fonctionnement.

Ces moyens de protection collective doivent permettre d'éviter la dispersion de fibres d'amianté en dehors de la zone de travail et d'abaisser la concentration en fibres d'amianté au niveau le plus bas techniquement possible, et ce, dès la phase de préparation. Ils sont choisis par le chef d'entreprise en fonction du niveau d'empoussièrement et de son évaluation des risques.

Les MPC comprennent notamment le balisage du chantier, le calfeutrement des zones de travail, le confinement des zones polluées associé à une mise en dépression et la création d'un flux d'air balayant la zone, les aspirateurs (qui doivent être équipés de filtres à très haute efficacité) et les moyens de décontamination des personnes, des outils et matériels et des déchets emballés.

Ces moyens de protection concernent aussi les personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité.

Les fiches de suivi de ces matériels indiquant leur conformité doivent être présentes dans le classeur chantier. Les confinements, statiques et dynamiques, seront réalisés conformément aux normes en vigueur.

## II.8. Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise. A ce titre elle devra fournir en période de préparation :

- Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;
- Visite d'Inspection Commune (VIC) ;
- Le planning d'exécution prévisionnel ;
- Le plan de ses installations de chantier (PIC) ;
- Plan de Respect de l'Environnement (PRE) ;
- L'acceptation des déchets par la ou les filière(s) choisie ;
- Certificat d'acceptation des déchets dangereux.

Seront transmis au fur et à mesure de l'avancement du chantier à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre :

- Les procès-verbaux (PV) de suivi et de traitement des déchets ;
- Les certificats de retrait des matériaux dangereux y compris mesures libératoires.

## II.9. Dossier d'ouvrage exécutés

A la fin des travaux, quinze jours avant leur réception, l'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre le dossier de récolement des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés en **six (6) exemplaires papier et clé USB.**

Ce dossier comprendra :

- Les procédures d'exécution,
- Le P.A.Q. de l'entreprise y compris ceux de tous ses sous-traitants, nécessaire en cas de changement de processus et ou compléments.
- Les fiches de non-conformité et de traitement,
- Le planning réel des travaux.
- Le rapport de fin de travaux y compris PRDE,
- Les rapports de restitution au MOA
- Les BSD amiante et plomb,

### III. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

#### Généralités :

Le titulaire mettra en œuvre les processus validés ou en cours de validations au sein de son entreprise en fonction des niveaux d'empoussièrement et des produits à retirer énumérés dans le paragraphe 2.1 du présent document (extraits des rapports de repérages).

Les paragraphes ci-dessous décrivent le type de dépose envisageable.

#### III.1. Dépose du ragréage

Processus : **dépose d'une colle bitumineuse et du ragréage**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : niveau 2

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - *Balissage et mise en sécurité de la zone ;*
  - *Fourniture et pose de confinement de division et d'isolement des surfaces de travaux. Confinement comprenant un extracteur de classe H pour mise en dépression de minimum 10Pa, compris entrées d'airs de compensation maîtrisées ;*
  - *Tunnel à parois rigides avec compartiment équipé d'au moins deux douches ;*
  - *Evacuation des équipements ;*
  - *Consignation des réseaux qui peuvent représenter un risque pour l'entreprise ou être à l'origine d'une diffusion de pollution de fibres d'amiante.*
  - *Les mesures d'empoussètements règlementaires et la diffusion des rapports,*
- *Travaux de désamiantage :*
  - *Découpe à l'aide d'outils manuels générant le moins possible de poussières, après les avoir humidifiés ;*
  - *Nettoyage approfondi de la zone travaux. Nettoyage par aspiration avec un dispositif doté de filtration à haute efficacité ;*
  - *Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).*
  - *La transmission des résultats des mesures libératoires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour permettre la suite des opérations.*
- *Élimination des déchets :*
  - *Étiquetage et confinement des déchets de matériaux sur palettes ou dans des racks recouverts d'un film en matière plastique. Étiquetage et confinement des déchets de matériels et équipements ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches et évacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;*
  - *Repliement des installations ;*
  - *Fourniture du certificat.*

**Localisation :** Ragréage et colle localisés sur toute la surface du dallage du bâtiment ZAP11.

## III.2. Dépose de l'enduit intérieur

Processus : **Raclage d'enduit à base de plâtre lissé et de sa peinture amiantée**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : **niveau 1**

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - *Balisage et mise en sécurité de la zone ;*
  - *Evacuation des matériels non nécessaires ;*
  - *Protection des surfaces par un film plastique ;*
  - *Mise en place de protections plastiques pour l'isolement des travaux de désamiantage de la coursive du bâtiments ZAP16 y compris SAS ;*
  - *Mise en œuvre d'échafaudage pour les travaux en hauteur (hauteur sous plafond 3.00m) ;*
  - *Evacuation des équipements ;*
  - *Consignation des réseaux qui peuvent représenter un risque pour l'entreprise ou être à l'origine d'une diffusion de pollution de fibres d'amiante.*
  - *Les mesures d'empoussièrement règlementaires et la diffusion des rapports,*
- *Travaux de désamiantage :*
  - *Application d'un dissout colle sur le support à désamianter ;*
  - *Retrait de l'enduit à la spatule ou à l'aide d'un riflard avec application régulière de dissout colle pour assurer l'humidité de l'enduit et de sa peinture et limiter au maximum les poussières ;*
  - *Nettoyage approfondi de la zone travaux via des chiffons jetables. Nettoyage des matériels réutilisables avec des lingettes ;*
  - *Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).*
  - *La transmission des résultats des mesures libératoires au maitre d'ouvrage et maitre d'œuvre pour permettre la suite des opérations.*
- *Élimination des déchets :*
  - *Étiquetage et confinement des déchets de matériaux en sacs compris l'étiquetage et le confinement des déchets de matériels et équipements, ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches. Evacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;*
  - *Repliement des installations.*
  - *Fourniture du certificat.*

**Localisation :** Revêtement de plafond en sous face de dalle de l'escalier et revêtement mural du RDC et 1er étage du bâtiments ZAP16 et RDC du bâtiment ZAP17.

### III.3. Dépose de dalle de sol

Processus : **Décollage de dalle de sol et de colle amiantées**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : **niveau 1**

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - *Balisage et mise en sécurité de la zone,*
  - *Evacuation des matériels non nécessaires,*
  - *Protection des surfaces par un film plastique,*
  - *Consignation des réseaux qui peuvent représenter un risque pour l'entreprise ou être à l'origine d'une diffusion de pollution de fibres d'amiante.*
  - *Les mesures d'empoussièrement règlementaires et la diffusion des rapports,*
- *Travaux de désamiantage :*
  - *Application d'un gel hydrique sur le support à désamianter ;*
  - *Chauffage du gel hydrique à l'aide d'un décapeur thermique ;*
  - *Retrait des dalles à la spatule sans les casser ;*
  - *Raclage sous les dalles pour décollage des résidus d'amiante en appliquant régulièrement du gel hydrique pour éviter la propagation des poussières ;*
  - *Nettoyage approfondi de la zone travaux via des chiffons jetables et une aspiration des surfaces. Nettoyage des matériels réutilisables avec des lingettes ;*
  - *Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).*
  - *La transmission des résultats des mesures libératoires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour permettre la suite des opérations.*
- *Élimination des déchets :*
  - *Étiquetage et confinement des déchets de matériaux en sacs y compris l'étiquetage et le confinement des déchets de matériels et équipements, ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches. Evacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;*
  - *Repliement des installations ;*
  - *Fourniture du certificat.*

**Localisation :** Revêtement de sol des escaliers (009), bureaux 010 et 016 du bâtiment ZAP16.



### III.4. Dépose de l'enduit extérieur

Processus : **Raclage de l'enduit extérieur et peinture amianté**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : **niveau 1**

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - Balisage et mise en sécurité de la zone ;
  - Création d'une zone d'approche, d'une zone déchet et d'une zone de décontamination ;
  - Evacuation des matériels non nécessaires ;
  - Mise en place d'un échafaudage sur pieds avec des protections par films de propreté autour et en dessous ;
  - Fourniture et pose de films de propreté sur toutes les ventilations, les fenêtres et sur tous les éléments susceptibles d'être contaminés ;
  - Consignation des réseaux qui peuvent représenter un risque pour l'entreprise ou être à l'origine d'une diffusion de pollution de fibres d'amiante.
  - Les mesures d'empoussièrement règlementaires et la diffusion des rapports,
- *Travaux de désamiantage :*
  - Application d'un dissout colle sur le support à désamianter ;
  - Retrait de l'enduit à la spatule ou à l'aide d'un riflard avec application régulière de dissout colle pour assurer l'humidité de l'enduit et de sa peinture et limiter au maximum les poussières ;
  - Nettoyage approfondi de la zone travaux via des chiffons jetables et une aspiration des surfaces verticales. Nettoyage des matériels réutilisables avec des lingettes ;
  - Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).
  - La transmission des résultats des mesures libératoires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour permettre la suite des opérations.
- *Élimination des déchets :*
  - Étiquetage et confinement des déchets de matériaux sur palettes ou dans des racks recouverts d'un film en matière plastique et évacuation vers une installation de stockage de classe 2 ;
  - Étiquetage et confinement des déchets de matériels et équipements ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches et évacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;
  - Repliement des installations ;
  - Fourniture du certificat.

**Localisation :** Revêtements muraux extérieurs des bâtiments ZAP16 et ZAP17.

## IV. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

### Généralités :

Le titulaire mettra en œuvre les modes opératoires validés ou en cours de validations au sein de son entreprise en fonction des niveaux d'empoussièrement et des produits à retirer énumérés dans le paragraphe 2.2 du présent document (extraits des rapports de repérages). Les travaux de déplombage se réfèrent à ceux de l'amiante pour la mise en œuvre du retrait et la gestion des déchets.

Les paragraphes ci-dessous décrivent le type de mode opératoire envisageable.

### IV.1. Dépose de peinture extérieure

Processus : **Déplombage par solvant chimique et éventuellement Déplombage par ponçage de peinture sur poteaux métalliques**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : **niveau 1**

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - *Balisage et mise en sécurité de la zone ;*
  - *Création d'une zone d'approche, d'une zone déchets et d'une zone de décontamination ;*
  - *Evacuation des matériels non nécessaires ;*
  - *Mise en place de films de propreté autour des poteaux à décontaminer afin de les isoler du reste de la structure du bâtiment et du sol ;*
- *Travaux de déplombage :*
  - *Mise en œuvre de la peinture de déplombage,*
  - *Grattage manuel pour le retrait de la peinture,*
  - *Humidification des éléments avant ponçage si nécessaire ;*
  - *Retrait de la peinture plombée par action mécanique à petite vitesse couplet à une aspiration à la source. Assurer l'humidité de la peinture afin de limiter au maximum les poussières ;*
  - *Nettoyage approfondi de la zone travaux via des chiffons jetables et une aspiration des surfaces traitées et mitoyennes. Nettoyage des matériels réutilisables avec des lingettes ;*
  - *Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).*
  - *La transmission des résultats des mesures libératoires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour permettre la suite des opérations.*
- *Élimination des déchets :*
  - *Étiquetage et confinement des déchets de matériaux en sacs compris l'étiquetage et le confinement des déchets de matériels et équipements, ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches. Evacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;*
  - *Repliement des installations ;*
  - *Fourniture du certificat.*

**Localisation :** Peinture des poteaux extérieurs du bâtiment ZAP11.

## IV.2. Dépose de peinture de sol

Processus : **Déplombage de peinture de sol sur support béton par solvant chimique et éventuellement**

Évaluation des risques - Niveau d'empoussièrement attendu : **niveau 1**

La prestation comprendra :

- *Travaux préliminaires – préparation du chantier :*
  - *Balisage et mise en sécurité de la zone ;*
  - *Création d'une zone d'approche, d'une zone déchets et d'une zone de décontamination ;*
  - *Evacuation des matériels non nécessaires ;*
  - *Mise en place de films de propreté sur l'ensemble des parois non concernées par les travaux ;*
  - *Consignation des réseaux qui peuvent représenter un risque pour l'entreprise ou être à l'origine d'une diffusion de pollution de fibres d'amiante.*
- *Travaux de déplombage :*
  - *Mise en œuvre de la peinture de déplombage,*
  - *Grattage manuel pour le retrait de la peinture,*
  - *Humidification des éléments avant ponçage si nécessaire ;*
  - *Retrait de la peinture plombée par action mécanique à petite vitesse couplée à une aspiration à la source. Assurer l'humidité de la peinture et du support afin de limiter au maximum les poussières ;*
  - *Nettoyage approfondi de la zone travaux via des chiffons jetables et une aspiration des surfaces traitées. Nettoyage des matériels réutilisables avec des lingettes ;*
  - *Réalisation des analyses libératoires (mesure du niveau d'empoussièrement selon la méthode META : microscope électronique à transmission analytique).*
  - *La transmission des résultats des mesures libératoires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour permettre la suite des opérations.*
- *Élimination des déchets :*
  - *Étiquetage et confinement des déchets de matériaux en sacs compris l'étiquetage et le confinement des déchets de matériels et équipements, ainsi que les déchets issus du nettoyage dans des doubles sacs étanches. Evacuation vers une installation de stockage de classe 1 ;*
  - *Repliement des installations ;*
  - *Fourniture du certificat.*

**Localisation :** Peinture de sol du bâtiment ZAP16.

Décembre 2024.

## V. ANNEXE 1 – RAPPORT AMIANTE ET PLOMB

---